

Hebdomadaire Togolais d'informations, d'analyses et de publicités

EVALA EDITION 2014

P.3

Les lutteurs rivalisent d'endurance sous le regard attentif du président Faure



Des lutteurs en action sous le regard du Président Faure Gnassingbé

DEBAT AUTOUR DES PROPOSITIONS DE REFORMES POLITIQUES



L'Assemblée nationale renvoie Jean Pierre Fabre à l'école des principes démocratiques P.3

Pour mieux satisfaire ses clients P.8

LA CEET a formé ses chefs d'agences et chefs commerciaux

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DE LA DOCUMENTATION
DIVISION DE LA COMMUNICATION ET DES ACTIVITÉS PROMOTIONNELLES

COMMUNIQUE DE PRESSE

A TOUTES LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DU TOGO À L'ÉTRANGER

Dans le cadre de son programme « Initiatives pour le recours aux compétences et autres ressources de la diaspora togolaise », communément appelé Programme Diaspora, et en réponse à la recommandation relative à l'exemption de visa aux togolais de la diaspora, faite au Gouvernement togolais lors des assises de la diaspora tenues à Paris, Montréal et Lomé, le Gouvernement de la République Togolaise, à l'issue du conseil des Ministres du 02 juillet 2014 présidé par le Chef de l'Etat, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, a décidé d'exempter de visa d'entrée et de sortie les togolais détenteurs de passeport étranger, à l'exception de ceux ayant légalement renoncé à leur nationalité togolaise d'origine.

Dorénavant pour rentrer sur le territoire national, ces compatriotes de la diaspora doivent présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil accom-

pagné soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo ou encore de tout autre document pouvant prouver l'origine togolaise des intéressés.

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, en charge conjointement de la gestion de cette décision, ont été instruits pour prendre les dispositions nécessaires à la mise en application rapide de ces mesures, si possible dès cette période estivale 2014.

Cette mesure prend effet à compter du 21 juillet 2014.

Fait à Lomé, le 04 juillet 2014

Le Ministère des Affaires Étrangères
et de la Coopération



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'À PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS À LA CLIENTELE DE 12H À 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H À 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

EVALA EDITION 2014

Les lutteurs rivalisent d'endurance sous le regard attentif du président Faure

La préfecture de la Kozah vibre depuis quelques jours au rythme des luttes traditionnelles Evala, édition 2014. Le ton de cette édition a été donné le 12 juillet dernier à Pya sur le terrain de Kagnala en présence du président de la République, Faure Gnassingbé, profondément attaché aux valeurs culturelles du pays. Les empoignades se poursuivent dans les cantons de la préfecture devant les populations en liesse. Des chants et danses ça et là constituent une véritable source d'encouragement pour les lutteurs.

Tanko

Au démarrage de ces luttes, le préfet de la Kozah, le Colonel Bakali a, dans son mot de bienvenue, souhaité un bon séjour aux uns et aux autres tout en les conviant à faire preuve de prudence pour éviter les risques d'accidents de circulation. D'une édition à une autre, on note des innovations. C'est le cas de cette année avec le « village Evala » érigé sur l'esplanade du Palais des congrès de Kara où sont exposés des œuvres artistiques, entre autres, dans le domaine artisanal et des originalités dans celui agricole.

Evala est un rendez-vous culturel qui, au-delà des rites initiatiques consacre, non seulement le passage de l'adolescence à l'âge adulte, mais surtout l'insertion sociale du jeune Kabyè. De par les pratiques, Evala symbolise aussi l'endurance, le courage, la force physique.

La durée de l'initiation du jeune Kabyè est de trois (3) ans conformé-

ment à un processus rigoureux, dont la sortie de « Djodjo » donne le ton chaque année. Durant cette période, l'initié mange la viande du chien, danse et lutte avec les autres initiés de la même génération. La

ces dans les familles

Le parcours pour le jeune initié

Avant de passer à l'initiation, la décision de l'oncle est capitale après être saisi par les parents du futur initié. Le proces-



Des lutteurs en action sous le regard du

chair du chien a, selon la coutume Kabyè un certain pouvoir et une certaine énergie. En la mangeant dans sa tendre jeunesse, l'initié acquiert beaucoup de vertus. C'est aussi d'intenses moments des retrouvailles et des réjouissan-

sus d'initiation du jeune Kabyè se déroule en cinq (5) étapes : l'attrapage et la scarification se passe toujours de façon inattendue et par surprise, du retour d'une partie de chasse en tout lieu. L'attrapage n'est pas souvent aisé, car surpris, le

jeune oppose une farouche résistance. Mais oint de la graisse du chien à la poitrine et dans le dos, les initiateurs le conduisent au lieu de la scarification.

On distingue plusieurs types de scarification. Ces cicatrices rituelles sont de deux ou trois entailles faites horizontalement et parallèlement au-dessous des deux oreilles dans un premier temps.

Après donc la scarification, l'initié est conduit directement dans la maison mère de son quartier pour l'internement en escaladant un mur et cela, pour quelques jours. Durant ce temps, les initiateurs et les initiés vivent ensemble.

Là, les initiateurs, chargés d'encadrer les jeunes Evala, les soumettent à l'obéissance et à la discipline.

Au dernier jour de l'in-



Président Faure Gnassingbé

Quelques jours après, le scarificateur procède à l'entaillement du second type de cicatrices rituelles. C'est la phase la plus difficile et la plus douloureuse. Ces entailles se font sur la poitrine et sur les omoplates.

ternement, très tôt le matin, l'initié est conduit au marigot pour être lavé. Une fois ce bain matinal, chaque initié regagne sa maison toujours accompagné de son initiateur

Suite à la page 4

DEBAT AUTOUR DES PROPOSITIONS DE REFORMES POLITIQUES

L'Assemblée nationale renvoie Jean Pierre Fabre à l'école des principes démocratiques

Tanko

Le débat autour des réformes constitutionnelles et institutionnelles est alimenté par des prises de positions assez bizarres dans certains états majors des partis politiques. Ceci fait suite au vote des députés ayant abouti au rejet du projet de loi introduit par le gouvernement. En démocratie cela n'a rien de scandaleux sauf que la loi de la majorité est une dure épreuve pour Jean-Pierre Fabre et compagnie. Il est curieux de constater que les mêmes qui prétendaient par le passé que l'Assemblée nationale était une chambre d'enregistrement du gouver-



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

nement, veillent aujourd'hui désavouer un vote libre et responsable des députés. Les auteurs de telles contradictions sont, sans doute, aveuglés par des ambitions politiques immédiates eu

égard à l'échéance présidentielle de 2015. Toute la fixation est ainsi faite sur la limitation du mandat présidentiel avec effet immédiat. Alors le groupe de la majorité à l'Assemblée nationale a en toute liberté jugé inopportune des réformes dans un contexte où la minorité use de la malice visant à mettre en difficulté la sérénité du processus devant conduire à l'échéance à venir. A défaut donc du consensus pour harmoniser les points de vue sur des sujets aussi sensibles concernant la vie de la nation, le non à un projet de loi du gouvernement ne constitue pas un drame. Mais fidèle à ses habitu-

des, une certaine frange de l'opposition ne rate pas l'occasion de s'offrir en ridicule aux yeux du monde, à chaque fois que les choses ne bougent pas dans le sens prémédité. C'est ce qu'il faut comprendre de la balade de Jean-Pierre Fabre dans des capitales occidentales sur fond de déclarations à ne pas convaincre. Tout se résume à un appel à la communauté internationale de s'associer pour tuer la démocratie au Togo en dictant la conduite aussi bien au gouvernement qu'à l'Assemblée nationale au nom des réformes. Dans ce cas cette communauté internationale est la bienvenue. Mais cette dernière ne

doit jamais reconnaître des actes en bien posés par les gouvernants au risque d'être traitée de tous les noms d'oiseaux. Les récentes déclarations de Jean-Pierre Fabre sur des médias internationaux appelant à faire pression sur le gouvernement togolais pour des réformes ont sans doute surpris tous ceux qui n'ont pas encore oublié les prises de positions spectaculaires du parton de l'ANC au lendemain de sa débâcle électorale de 2010. L'homme s'était montré trop gaillard en foulant au pied cette même communauté internationale qui finalement aura de l'embarras à le prendre au sérieux.

« Ce n'est pas une course pour le poste comme le croient les politiciens mais une course au service du peuple par des actes concrets »

Le Togo se prépare à organiser l'élection présidentielle de 2015. A quelques mois de cette échéance électorale, et vue les agitations d'une partie de la classe politique de l'opposition des citoyens expriment leur opinion pour éclairer les uns et les autres. Votre journal « LA LETTRE DE LA KOZAH » a rencontré l'écrivain et poète togolais Nayé INAWISSI qui a bien voulu accepter répondre à nos questions relatives à cet événement historique. Il faut le rappeler M. Nayé INAWISSI avait milité dans l'opposition démocratique au Togo. Aujourd'hui il évoque ses déceptions et des dérapages.

La Lettre de la Kozah : Bonjour Monsieur Nayé INAWISSI !

Monsieur Nayé INAWISSI : Bonjour Monsieur de LA LETTRE DE LA KOZAH !

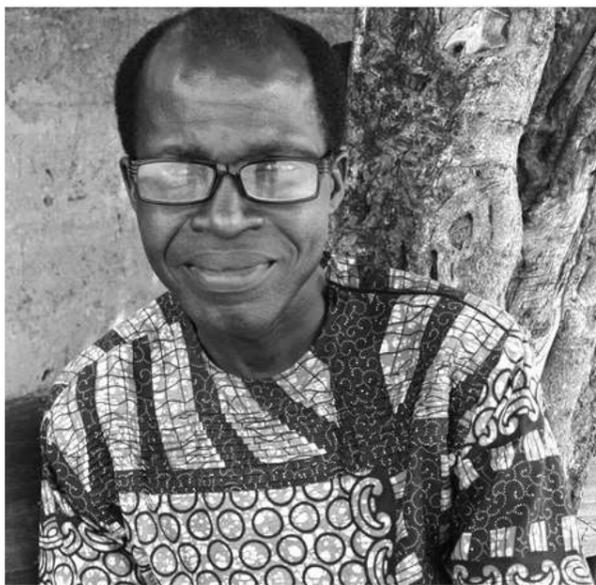
M. NAYE, vous avez milité dans l'opposition démocratique au Togo. Vous avez même été candidat TETE DE LISTE du parti C.P.P.(Convergence Patriotique Panafricaine) dans la Circonscription électorale de la Kozah lors des dernières législatives de 25 juillet 2013. Qu'est-ce qui fait aujourd'hui votre déception à l'égard de l'opposition togolaise ?

M. NAYE : Il faut laisser se fourvoyer la déception. Il faut, au sein des partis de l'opposition démocratique craindre l'application des programmes politiques qui conduisent à des actes incompatibles avec l'éthique de la démocratie. Il faut sentir les gens mais aussi il faut distinguer les limites et l'impact de leurs projets de société ; il faut éviter de semer les graines

diaboliques dans l'esprit des militants d'un parti politique ; il faut évaluer le chemin parcouru ; il faut au sein des groupes faire un travail d'éducation et de formation à l'esprit civique et pour la participation au développement. Adolphe HITLER avait créé le concept de la WELTPOLITIK qu'il avait défini et appliqué, étendu au monde entier ;

les sociétés secrètes de son programme : la gestapo ; le ku-klux klan, l'apartheid et tant d'autres, dans le monde qui ont semé du scandale ne devraient pas inspirer les démocrates en Afrique. Il faut éviter de former les militants à l'abstention de voter. Le vote étant un moyen pour le peuple de prouver sa volonté et sa force. Les techniques de cette politique de la terre brûlée d'Adolphe HITLER

doivent être écartées de nos projets de développement .Notre



Nayé INAWISSI

espoir de renaissance politique tend aujourd'hui à être promu par la

jeunesse qui a été longtemps saluée de relèvements de demain. Il faut en prendre conscience ; c'est en pleine période de la « guerre froide » que dans les années 60 l'Afrique accède à son indépendance. A ce moment où le système coloniale dans ses projets d'exploitation des colonies

avait encore besoin de poursuivre l'application de son programme initié sous l'appellation « l'effort de guerre », méthode d'exploitation de l'homme par l'homme dont était victime la totalité des peuples colonisés, politique, étendue au monde noir tout entier et qui enrichissait les Blancs. En effet ce programme ignoble de « l'effort de guerre » n'avait pas

pris fin avec l'arrêt des hostilités civiles et armées qui ont frappé les

Hommes jusqu'en 1945 ; or le 10 décembre 1948 était signée la Charte universelle des Droits de l'Homme, un projet pressant de 30 articles libérateurs des peuples et des nations. L'Europe était prise dans un étouffement. On comprend, à l'époque le Général de GAULLE confus de voir se briser brutalement le commerce triangulaire enrichissant lorsqu'il disait : « Vous voulez votre indépendance ! Eh, bien vous l'aurez avec toutes ses conséquences » ! Nous comprenons que l'Afrique accédait à son indépendance par un déchirement idéologique. Aujourd'hui la lutte après les indépendances est sur plusieurs fronts : la création de la nation, le maintien de l'unité nationale, le développement économique, avec soubassement la paix et j'en passe. Il est inconcevable que les leaders de l'opposition

Suite à la page 6

EVALA EDITION 2014

Les lutteurs rivalisent d'endurance sous le regard attentif du président Faure

Suite de la page 3

où il subit la cérémonie d'Azola.

Avant donc cette cérémonie, la tante offre sur les lieux au jeune initié, du mil, un poussin femelle, la moutarde, du piment, du sel et des grains de baobab. Tout cela constitue l'apport de l'oncle pour la cérémonie d'Azola.

Au même moment, le père quant à lui, fournit un poulet et des feuilles de baobab.

Une fois les deux parts réunis, la tante installe le neveu sur le tabouret initiatique placé au milieu de la cour. Devant l'initié assis, une femme place un petit mortier et un pilon pour la cérémonie. Pendant ce temps, le père et la tante lui prodiguent des conseils pour sa future vie.

A la sortie de l'intermède, l'initié doit porter une coiffure pour se

faire distinguer de ses pairs pendant quelques jours. Le jeune Evalo fixe des plumes de queue de coq sur cette coiffure.

L'endurance initiatique est une autre étape de l'initiation. Elle se fait généralement sous forme d'une course de résistance dans l'après-midi de retour d'une chasse et les distances varient d'un canton à un autre. L'objectif est de préparer l'initié à l'aptitude à faire face à tout danger en sa capacité à courir sur de longues distances pour porter secours ou pour alerter les gens.

Dans la formation physique et spirituelle du jeune Kabyè, le côté alimentation n'est pas occulté. Il lui est interdit de manger et de boire pendant quelques heures de la journée.

L'initié est soumis au jeûne aussitôt après les cérémonies d'Azola. Un

jeûne observé uniquement hors de la maison, où qu'il soit, au champ, à la chasse ou aux travaux communautaires.

Le port du collier et du bracelet aussitôt les cérémonies d'Azola annoncent ce jeûne. Pour donc prendre un quelconque repas, l'initié devra d'abord se débarrasser du collier et du bracelet. Ce jeûne dure cinq à six semaines selon les cantons et ne prend fin qu'au cours d'une cérémonie qui permet à l'initié de reprendre son alimentation normale.

Une fois tout préalable effectué, place aux luttes dans les différents cantons suivant les règles d'une compétition.

Jadis, la pratique scrupuleuse de ces rites initiatiques avaient valeur du respect, de la hiérarchie au sein des communautés Kabyè entre les classes d'âge.

Lettre de la KOZAH

Hebdomadaire Togoais d'informations, d'analyses et de publicités

Récépissé N° 00389 / 31 /12 /09 /HAAC

E-mail: lettredekozah@yahoo.fr
BP. 4869 Lomé-Togo

Contacts: 90 13 34 21 / 22 34 13 45

Directeur de publication
Atcha Tanko

Rédaction: Bady-Sassiréfé, Solime D., Tchaa, Ali Assoumaïla

Infographie: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: La Colombe

Tirage: 2000 exemplaires

POUR NON RESPECT DES ENGAGEMENTS DE BAIL

Le groupe ACCOR expulsé de l'hôtel Mercure Sarakawa

Le Tribunal de Première Instance de Lomé a ordonné ce 11 juillet l'expulsion d'ACCOR de Mercure Sarakawa sous astreinte de cinq cent mille francs (500.000 F) CFA par jour de résistance. L'Etat togolais, propriétaire de l'hôtel, reproche principalement au groupe français le non respect des clauses de son bail.

Atcha

Le 24 juin dernier, l'Etat togolais avait assigné en référé la société ACCOR AFRIQUE S.A., société de droit français dont le siège est à Evry dans la banlieue française et la Société Togolaise d'Investissement et d'Exploitation Hôtelière (STIEH) qui gère l'hôtel Sarakawa devant le Tribunal de Première Instance de Lomé, pour voir ordonner leur expulsion dudit hôtel. Le délibéré renvoyé à ce 11 juillet vient d'être vidé par le Président qui a suivi le requérant et a expulsé les deux sociétés sous astreinte de 500.000FCFA. Cette décision met provisoirement fin au litige qui oppose les deux parties depuis plusieurs mois.

Selon l'Etat togolais, il a donné à bail le 18 février 1998, l'hôtel

Sarakawa à la Société ACCOR AFRIQUE S.A., pour une durée de quinze (15) ans à compter de son approbation par décret présidentiel n°98-044/PR, notamment sous les conditions suivantes : réaliser les travaux de rénovation et d'embellissement nécessaires pour une exploitation selon un standard international « 4 étoiles » et maintenir ce standard tout au long du bail. Ces conditions n'ont jamais été respectées puisque l'hôtel n'a jamais été exploité selon ce standard mais sous l'enseigne Mercure que le groupe utilise pour ses 3 étoiles. Bien plus, la carence du locataire n'aurait même pas permis en 2008 de prétendre à une classification « 3 étoiles ». Mis en demeure à cette date de procéder à la rénovation qui s'imposait, l'hôtelier qui n'a pas nié cette défaillance, a

sollicité que lui soit consenti en contrepartie un nouveau bail, sans attendre l'expiration du bail prévu le 17 février 2013. Face au refus de l'Etat togolais à cette demande conditionnée, l'exploitation de l'hôtel s'est poursuivie jusqu'à son terme dans des conditions de plus en plus déplorable. C'est ce qu'atteste un rapport commandité par l'Etat propriétaire et dont les conclusions rendues en début d'année, sont sans appel : « les différents ouvrages composant le complexe, se trouvent aujourd'hui à la limite de leurs possibilités techniques. Si les structures béton sont toujours en bon état, les matériaux et revêtements de protection ne remplissent plus leur fonction première et secondaire (protection des ouvrages notamment étanchéité et aspect visuel et esthétique). Depuis la date de construction de l'hôtel, aucun ravalement de fonds n'a été effectué, sinon un peu de peinture, des raccords d'étanchéité, des bouchages de trous ou de fissu-

res. Ces différents travaux d'entretien n'ont pas été réalisés dans les règles de l'art, et va exiger une reprise complète avec des incidences financières non négligeables (décapage des différentes couches successives de peinture, reprise des relevés d'étanchéité, traitement des murs contre les différents désordres chimiques et biologiques). L'état des immeubles ne supportera plus très longtemps les conditions climatiques » écrit Mr Patrick Sourdeau, l'auteur du rapport.

CHANTAGE A L'EMPLOI :

Pour justifier la demande d'expulsion, outre le non respect des clauses du bail, l'Etat togolais indique que la société ACCOR, titulaire du bail n'a pas présenté en son nom et pour son compte une demande de renouvellement. Si ce n'est par l'intermédiaire de la STIEH à qui elle prétend avoir cédé le contrat de bail et qui serait la société gérante de l'hôtel. Pour le Togo, aucune cession du bail ni location-gérance

n'ayant été formalisées, cette décision interne du groupe ne saurait lui être opposable.

Face à la situation, la société ACCOR brandit la menace de chômage qui planerait sur les 180 employés. Cependant, de sources gouvernementales, on confie qu'un comité de gestion sur mis en place pour exploiter provisoirement l'hôtel avec le maintien des emplois, jusqu'à l'appel d'offres qui devrait permettre de conclure un nouveau bail. « Même la société ACCOR pourrait soumissionner et partir sur le même pied d'égalité que tous les autres candidats » a indiqué notre source.

Pour rappel, l'hôtel Sarakawa est un ensemble immobilier comprenant entre autres un bâtiment central sur quatre niveaux, des parkings, des aires de jeux, le tout édifié sur un terrain d'une superficie de 19ha96a57ca sis à Lomé, boulevard du Mono. Il est ouvert depuis 1979.

45^{ÈME} SOMMET DE LA CEDEAO À ACCRA

Le président Faure Gnassingbé a participé aux travaux

Les 10 et 11 juillet dernier, les chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont tenu à Accra, capitale Ghanéenne, la 45^{ème} session de la conférence des chefs d'Etat. Le président togolais, Faure Gnassingbé a pris activement part aux travaux qui ont tourné autour de plusieurs sujets à l'ordre du jour de cette rencontre.

Atcha

La fièvre Ebola, la crise qui secoue le nord du Mali, les actions criminelles au Nigéria, l'intégration des citoyens de la zone CEDEAO, le partenariat économique avec l'Union Européenne (UE) pour protéger les exportations de la communauté, la monnaie sous régionale. Tels étaient, en autres, les sujets qui ont meublé les discussions de haut niveau entre les chefs d'Etat dans la capitale Ghanéenne.

Les participants ont examiné le rapport sur les principales activités et les projets de la communauté au cours de la première moitié de cette année.

Les chefs d'Etat ont montré leurs préoccupations face à la fièvre Ebola qui fait des victimes en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée. A cet effet, un fonds de solidarité a été mis en place pour permettre la mise en exé-

cution, d'une manière accélérée et efficace, des mesures visant à venir à bout de cette maladie dont la propagation pourrait être alarmante pour les populations. Sur le point de l'intégration sous régionale, il est prévu l'établissement d'une carte biométrique pour les citoyens de la sous région pour une meilleure circulation des personnes et des biens. Cette intégration voulue dans tous les domaines est une nécessité pour permettre aux citoyens de la CEDEAO de vivre comme un même peuple. Les chefs d'Etat ont, également, planché sur la suppression de l'obligation de permis de séjour pour tous les citoyens dans les États membres.

En ce qui concerne la monnaie sous régionale, les dirigeants de la CEDEAO ont cherché des approches visant à rendre effective l'introduction de la monnaie unique dans la communauté. Les présidents nigérian et ghanéen ont été chargés de travailler sur



cette question. Les chefs d'Etat ont mené une réflexion poussée en matière de lutte contre le trafic des drogues et le terrorisme qui constituent de véritables menaces à la paix et au développement des pays. Le Ghana a abrité ainsi, pour la première fois, ce sommet depuis que son président John Mahama a été porté récemment à Abidjan en Côte d'Ivoire, à la tête de l'organisation sous

régionale.

A son arrivée à l'aéroport d'Accra, le président Faure Gnassingbé a été accueilli par le vice président ghanéen et, a eu droit à la chaleur des togolais vivant au Ghana qui sont sortis massivement offrir un bain de foule à leur président qui ne cesse de se battre pour le développement de leur cher pays, le Togo, et qui pense à eux.

REPRISE DES TRAVAUX SUR LE CHANTIER DU GRAND CONTOURNEMENT DE LOMÉ

Le mot d'ordre de grève suspendu

Après environ deux semaines de débrayage, les ouvriers de la Société Nationale Chinoise de Point et Chaussée (SNCTPC), travaillant sur le chantier du grand contournement de Lomé, ont repris les travaux le 10 juillet dernier.

Bady

L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse organisée quelques heures après la reprise des activités à la direction de SNCTPC en présence de l'employeur, notamment le cabinet GRH consult représenté par M. Dolou TCHAKOU et du secrétaire générale du syndicat des ouvriers.

Cette suspension du mot d'ordre de grève fait suite à des compromis dégagés par les trois parties en négociation.

La durée du contrat de travail qui constitue pour les ouvriers une source de précarité, d'insécurité sociale sera revue.

A ce titre, le représentant du cabinet GRH consult a indiqué que ce mécanisme de reculeme-nt tient compte du rythme et le délai d'exécution des chantiers.

Pour ce qui concerne



Vue partielle des trois parties en négociation lors de la conférence de presse

les primes de congé des approches de solutions ont également permis de faire renaître la confiance.

Certes toutes ces revendications sont légitimes car autorisées par le code du travail mais à deux mois de la fin du délai d'exécution des travaux sur ce chantier, un projet très porteur pour le pays, l'intérêt général, la fibre

patriotique et l'amour pour sa patrie devraient prendre le dessus sur les passions et émotions individuelles ceci afin de soutenir les efforts du gou-

vernement.

En effet, le grand projet de contournement de la ville de Lomé s'inscrit dans le cadre de la politique des grands travaux du gouvernement et revêt une importance capitale pour l'économie du pays.

Ainsi, toutes les actions et énergie doivent être conjuguées dans un esprit unitaire pour le succès de l'ouvrage.

12^{ÈME} ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

C'est du 21 novembre au 08 décembre prochain

Bady

« Les énergies renouvelables source de progrès et de développement durable ». C'est à travers ce thème que les festivités marquant la 12^{ème} édition de la foire internationale de Lomé ont été officiellement lancées le 03 juillet dernier. Une grande rencontre d'échanges d'affaires et de brassage culturel.

C'est du 21 novembre au 08 décembre prochain que le Centre Togolais des Expositions et Foire (CETEF) ouvre ses portes aux exposants qui viendront de plusieurs pays.

Madame la Ministre du Commerce et de la promotion du Secteur Privé, Mme Legzim - Balouki, dans son allocution de circonstance,

a indiqué cette édition sera destinée aux opérateurs économiques et autres exposants à la promotion de leurs produits en vue de l'éclosion des affaires.

Le choix est porté sur deux pays invités d'honneur. Il s'agit du Sénégal et de la Pologne. Une invitation qui s'inscrit selon Mme Legzim Balouki, dans le cadre des relations d'amitié et de coopération entre ces pays frères.

Se prononçant sur le thème retenu pour cette édition, le directeur général du CETEF, M. Johnson Kokou Banka, a indiqué qu'il s'agit de promouvoir l'énergie sous toutes ses formes car elle constitue un facteur de productivité de création de richesses et d'emploi.

Pour tous vos besoins publicitaires et annonces, contactez-nous aux 90133421 | 2234 13 45

POINT DE VUE D'UN ÉCRIVAIN À PROPOS DES AVIDITÉS PRÉSIDENTIELLES

« Ce n'est pas une course pour le poste comme le croient les politiciens mais une course au service du peuple par des actes concrets »

Suite de la page 4

utilisent à l'actif de leurs programmes la tactique politique de la terre brûlée. Des agitations systématiques de rue, des destructions de biens publics, la stratégie du pourrissement pour justifier une certaine existence politique sur fond de minces calculs partisans, se sont révélées infructueuses. Un beau jour, les partis de l'opposition finiront par comprendre et éviteront l'action émiettée, mais adopteront la tolérance et la cohésion dans le pays. En effet le parti au pouvoir devrait être approché dans un sens de concertation de respect des programmes de développement et d'échange. La vraie lutte encore après l'indépendance sur le continent africain et à mener par nos nations demeurent la lutte pour la fin « de la guerre froide »

qui suppose l'amorce par nos gouvernants et les leaders politiques de tous ordres de l'édification d'une nation solide, du rejet de l'émiettement des tendances, de l'élimination totale de la pauvreté avec ses corollaires que sont l'exclusion politique.

M. NAYE, à la question de savoir si la démocratie existe au Togo, que répondriez-vous ?

L'Afrique toute entière est en train de tourner de grandes pages et fait des enjambées dans la démocratie depuis l'ère de La Baule. La liberté d'expression existe au Togo. Les organes de défense des Droits de l'Homme, de la promotion de la libre expression des courants de pensée au Togo et ne diront pas le contraire. Depuis des décennies au Togo et, périodiquement, selon la Constitution, le président de la république est élu au

suffrage universel légal par le peuple. Au Togo, il existe également une assemblée nationale dont les députés sont élus par le peuple et qui forment le Parlement togolais. Il existe également des magistrats ayant prêté serment qui rendent la justice au nom du peuple togolais. Eu égard à tout ce qui précède il est bien fondé de soutenir qu'il existe bel et bien une G o u v e r n a n c e démocratique mise en route qui se poursuit aujourd'hui au Togo.

M. NAYE, les élections présidentielles sont imminentes dans le pays, le Président actuel pourra-t-il se positionner pour briguer un mandat ?

La constitution togolaise en vigueur est péremptoire dans son article 59 ! Le peuple togolais qui en est le dépositaire principal n'en connaît pas d'autres fondements. Selon la loi,

rien n'empêche le président actuel à faire partie de la course pour briguer un nouveau mandat pour présider à la destinée du peuple togolais.

Il faut éviter les charivaris politiques et servir les intérêts du peuple.

Car malheureusement en Afrique, souvent à la veille des échéances électorales, on assiste à l'engouement des gents qui préconisent la relecture des textes de la constitution en vue de favoriser telle ou telle tendance :

« PLUS JAMAIS ça » ! . Chaque parti politique en temps opportun, après les assises de son Congrès se prononcera. Vu cette liberté le parti UNIR, l'une des plus jeunes formations politiques du pays présentera son candidat le mieux indiqué et le peuple choisira. En effet ce n'est pas une course pour le poste

comme le croient les politiciens mais une course au service du peuple par des actes concrets. Dans tous les cas le peuple togolais qui n'est pas dupe, qui toujours fait preuve de sagesse connaît ses intérêts et opérera son choix selon les actes posés par les candidats de chaque parti qui s'engagera dans la course.

M. NAYE, Avez-vous un dernier mot ?

La démocratie est le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple ! Les Togolais en sont conscients. Le peuple togolais est reconnu pour sa vigilance traditionnelle et séculaire. Les prochaines échéances électorales lui seront d'une belle occasion pour exceller. Nous comptons sur sa maturité.

Une interview réalisée par Paul TCHASSOUA.

MALI

Retour des violences et des Jihadistes au Nord

Le nord du Mali est en proie à de nouvelles tensions, à moins d'une semaine de la réunion de dialogue inter-malienne, prévue à Alger mercredi prochain. Des informations concordantes font état de concentrations militaires et même d'avancées de troupes des groupes armés dans les localités du nord.

C'est en tous cas ce qu'affirme le gouvernement malien dans un communiqué. La situation est confuse, mais, selon notre correspondant, des combats ont eu lieu entre Gao et Kidal.

De nouvelles tensions ont éclaté ce vendredi, au nord du Mali, moins d'une semaine avant la réunion de dialogue inter-malienne, organisée à Alger mercredi prochain. Le gouvernement malien dénonçait hier des phénomènes de "concentrations militaires et d'avancées de troupes des groupes armés dans les localités du nord". Des combats ont eu

lieu entre Gao et Kidal et auraient fait plusieurs morts, selon des sources locales.

Des affrontements ont eu lieu toute la journée de vendredi autour des localités d'Anéfis, à 100km au sud de Kidal, et de Tabankort. C'était une zone contrôlée par les rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA).

L'armée montrée du doigt

Le MNLA explique y avoir été attaqué vendredi à l'aube. L'un de ses représentants, Moussa Ag Assarid, a déclaré : "vers 5h du matin, un de nos postes avancés a été attaqué par une coalition déjà identifiée et formée du Mujao, de milices pro-gouvernement malien et d'éléments de l'armée malienne." "C'est faux", a rétorqué l'état-major malien. "Il y a bien eu des affrontements entre groupes, mais nous n'y som-



Des combattants touaregs du MNLA dans le nord du Mali

mes en aucune manière mêlés", explique l'armée. Depuis l'accord de cessez-le-feu, signé le 23 mai dernier, les militaires affirment ne pas quitter leurs positions dans le village d'Almoustarat.

Le MNLA accuse aussi le MAA, le Mouvement arabe de l'Azawad, qu'il accuse d'être des "narcoterroristes". Ces derniers assurent n'avoir fait que se défendre et repousser leurs agresseurs. Une

source indépendante, sur place, parle de véhicules calcinés et de blessés à l'issue de ces affrontements.

Le profil bas des militaires est accrédité à Bamako par Hervé Ladsous, le secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix : "J'observe que l'armée malienne est absente de la région depuis deux ou trois mois. Je pense qu'il y a d'autres ac-

teurs."

L'ONU annonce une enquête pour déterminer ce qu'il s'est passé. Mais elle dénonce une violation caractérisée du cessez-le-feu, une provocation et un très mauvais signal à quelques jours des discussions d'Alger.

Retour des jihadistes

Selon un communiqué du gouvernement malien, la situation sécuritaire dans le nord du pays se dégrade. Des groupes armés non observés auparavant occupent désormais le terrain, prenant possession de certaines localités. Sur place, des sources sécuritaires proches de la mission de l'ONU confirment cette information et vont même plus loin : les jihadistes sont de plus en plus souvent de retour et s'infiltrent parmi les populations, en pratiquant notamment des vires. L'objectif est clair, reprendre dès que possible les armes.

RFI

MONDIAL

Les Brésiliens déçus par une nouvelle défaite

Les supporters brésiliens étaient franchement déçus et en colère samedi après la nouvelle défaite contre les Pays-Bas (0-3) pour la troisième place de la Coupe du monde.

Fatigués d'encourager la Seleçao pour rien, des groupes de supporters brésiliens ont applaudi le troisième but des Néerlandais, pratiquement à la dernière minute dans le stade Mané Garrincha de Brasilia.

Vinicius Costacurta, venu de Sao Paulo, était l'un d'eux : "Je n'en pouvais plus de ce nouveau but. On a encaissé 10 buts en deux matches. Pour un pays cinq fois champion, c'est très frustrant", dit-il à l'AFP en maillot jaune et le visage peint en vert et jaune.

Après la raclée (7-1) infligée mardi par l'Allemagne en demi-finale, la plus grande déroute de l'histoire du pays, déjà comparée au traumatisme du "Maracanazo" de 1950 quand le Brésil avait perdu contre toute attente

contre l'Uruguay (1-2).

Diogo Chaer, un entrepreneur de Goiania (centre-ouest), est allé au Mané Garrincha avec le maillot orange des Pays-Bas. "J'ai supporté la Hollande, notre équipe est trop mauvaise", dit-il estimant qu'il faut changer l'entraîneur Felipe Scolari.

D'autres supporters revêtaient déjà le maillot de l'Allemagne qui disputera la finale contre l'Argentine, rival historique du Brésil, dimanche au Maracana de Rio.

"Maintenant, il ne nous reste qu'à espérer que l'Argentine perde, si possible de 8 à 0", déclare Marcos Machado.

-Déception à Copacabana

De nombreux supporters qui assistaient au match sur l'écran géant de la Fan Fest sur la plage de Copacabana ont commencé à partir à la 35e minute de la seconde période. La Seleçao avait déjà encaissé deux buts en 16 minutes. "Je vais à une autre fête, ce match

est trop mauvais", déclare à l'AFP Francisco Ramos, un soldat de 21 ans qui portait le maillot jaune du Brésil.

Plus loin, Eduarda Alves, une étudiante de 16

des millions de Brésiliens, l'Allemagne.

"Que les Argentins retournent chez eux", lance-t-elle.

Les frères et soeur Leonel (25 ans) et Marina



Des supporters brésiliens

ans, un grand drapeau du Brésil sur la tête, part aussi avec ses deux amies pour ne pas voir cette fin mélancolique de la Seleçao. "Nous sommes tristes parce que la Coupe est au Brésil et on termine en quatrième position", dit-elle à l'AFP. Dimanche, pour la finale, elle soutiendra, comme

(21 ans) Freitas sont restés jusqu'à la fin. Au 3e but, dans le temps additionnel, ils se prennent la tête dans les mains en signe de désespoir.

"La sélection a besoin d'une rénovation. Ce n'est pas possible de dépendre comme ça de Neymar", la star de la Seleçao blessée en quart de finale contre

la Colombie et qui n'a pas joué les deux derniers matches, souligne Leonel, un dessinateur industriel.

"Je ne soutiendrai jamais l'Argentine. L'Argentine ne peut pas gagner au Brésil", ajoute-t-il.

En dépit du résultat décevant, de nombreux Brésiliens restent à la Fan Fest décidés à faire quand même la fête.

"Je ne suis ni triste, ni joyeux. Le Brésil est tellement habitué à aller en finale que terminer deuxième ou quatrième c'est pareil. Espérons qu'on sera meilleurs pour le prochain Mondial" en 2018, affirme Julius Miranda, un fonctionnaire de 32 ans, qui danse avec le drapeau brésilien autour du cou.

Les commentateurs sportifs brésiliens n'ont pas été tendres avec la Seleçao. "Le Brésil termine sous les huées, sa honte dans le Mondial", a dit celui de ESPN Brasil. "Grande rage, grande douleur, le cœur du Brésil est blessé", a-t-il résumé

Source : AFP

Pour mieux satisfaire ses clients

LA CEET a formé ses chefs d'agences et chefs commerciaux



Le DG de la CEET, (2è de la gauche) s'adressant aux participants



Photo de famille

Qualité, efficacité et professionnalisme demeurent ces dernières années, le leitmotiv de la Compagnie Énergétique Électrique du Togo (CEET).

Un engagement qui se traduit dans les actes à travers l'amélioration du réseau, la fourniture du courant électrique et le recyclage du personnel pour plus de performance. C'est à ce titre que trente sept chefs d'agences et chefs commerciaux ont été outillés du 07 au 12 février dernier dans les locaux de CICA-RE à Lomé sur les techniques du management et de gestion de la relation clientèle. Il ne s'agira pas d'un cours magistral mais des échanges d'expériences pratiques, a souligné le directeur général de la CEET, Dr. Gnande DJETELI, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux. Il a exhorté les participants à plus d'attention et à être

plus actifs en vue, qu'à terme, le défi de l'amélioration de la satisfaction clientèle qui fait partie des objectifs de la lettre de mission assignée à la CEET soit relevé. « Nous avons donc le devoir de satisfaire la clientèle dans le cadre de notre service et la satisfaction de cette clientèle passe par la mise en place des outils dont la formation », a ajouté M. DJETELI.

Dans son allocution de bienvenue, le directeur des ressources humaines de la CEET, Dr. Nikabou a salué l'initiative de la direction générale qui, par ce séminaire, donne une opportunité aux chefs d'agences et chefs commerciaux d'être en phase avec l'objectif de la société qui est la satisfaction des clients.

Pour sa part, la directrice commerciale et de la

Clientèle, Mme Peace Akpéné ADIHO, a exprimé toute la gratitude des participants au directeur général et aux membres du conseil d'administration pour l'organisation de ce séminaire.

« Management et gestion de la relation clientèle ». C'est sous ce thème que M. Nicolas MERAND, consultant – formateur au cabinet Tricomptences basé en France, a assuré la formation.

Au terme donc des travaux de cet atelier, les agents recyclés ont, sans doute, tous les outils nécessaires, pour mieux appréhender et apprécier les aspects techniques relatifs à la cohérence des procédures à la gestion du temps et des conflits.

Une démarche susceptible d'instaurer la confiance, d'assainir les relations entre la compagnie et sa clientèle.

Bady

COMMUNIQUE DE PRESSE

Fin de la mission de la cellule Millennium Challenge Account (MCA-Togo) aux Etats-Unis

Dans sa volonté manifeste de renforcer son partenariat avec les Etats-Unis d'Amérique, le Togo s'est engagé à travailler à son éligibilité au programme américain de lutte contre la pauvreté dénommée Millennium Challenge Account (MCA).

Cet engagement au plus haut niveau de l'Etat a été marqué par, outre les ateliers d'information/formation à l'endroit des acteurs au développement (Administration, secteur privé, société civile), la tenue d'un séminaire gouvernemental en vue d'informer les ministres sur les actions urgentes/prioritaires de chaque département ministériel.

Afin de permettre à l'agence du Millennium Challenge Corporation (MCC) et à ses institutions partenaires de prendre connaissance des progrès récents réalisés par le Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique, une délégation de la Cellule MCA-Togo a séjourné à Washington et à New York du 01 au 09 juillet 2014.

La délégation conduite par M. Stanislas BABA, Ministre Conseiller du Président de la République et Coordonnateur National de la Cellule MCA-Togo est composée de :

Monsieur Simon Pierre ADOVELANDE du Cabinet BEIS, Conseiller Technique de la Cellule MCA;

Madame Sandra JOHNSON de la Présidence de la République, Membre de la Cellule MCA;

Monsieur Bèguédouwè PANETO du Ministère de la Planification, Membre de la Cellule MCA;

Rappelons que la délégation a été accompagnée au cours de sa mission par l'Ambassadeur du Togo aux USA, M. Kadangha Limbiyé BARIKI et le Conseiller Economique et Commercial de

l'Ambassade des USA au Togo, M. Mich COKER. Au cours de son séjour en terre américaine, la Cellule MCA-Togo a rencontré une dizaine d'institutions ci-après :

L'Agence américaine « Millennium Challenge Corporation (MCC) »;

Le département de la Société Financière Internationale (SFI), en charge du climat des affaires (Doing Business);

Le département « Women, Business and Law » de la Société Financière Internationale;

Le Département d'Etat Américain, en charge de l'évaluation des indicateurs sur le trafic des humains, les droits de l'homme, la liberté d'information et la lutte contre la corruption);

L'ONG « Freedom House » chargé de l'évaluation des indicateurs sur la liberté d'information, les droits politiques et les libertés civiles;

La fondation « Heritage Foundation » chargée des questions relatives à la liberté économique notamment la politique commerciale et aux droits politiques;

L'Institut de la Banque Mondiale « Brookings Institution Worldwide » en charge des indicateurs de la bonne gouvernance (World Governance Indicators);

L'ONG Global Integrity » chargée de la recherche sur la corruption;

Le département de la Banque Mondiale harge de l'évaluation des politiques, « Country Policy and Institution Assessment (CPIA) »

Le département de la Banque Mondiale chargé de l'environnement des affaires et de l'enquête sur la performance des entreprises (World Bank Business Environment and Enterprise Performance Survey;BEEPS)

L'Unité d'Intelligence Economique «Economist

Intelligence Unit» chargé du risque pays et de la prévision sur les pays.

Comme souligné, la mission a, au cours des différentes rencontres, fait le point avec les responsables des différentes institutions sur les réformes mises en œuvre et la situation du Togo au niveau de chaque indicateur. Elle a, à cette occasion, partagé les « best practices » et noté les recommandations en vue de renforcer les acquis.

Il faut relever que dans l'ensemble les partenaires, notamment le MCC et Freedom House ont salué les efforts du Togo et surtout l'engagement des plus hautes autorités qui s'est matérialisé pour la première fois par la tenue de cette mission technique. Toutefois, pour l'accélération du processus d'éligibilité au MCC, lesdits efforts doivent être poursuivis.

Suite aux échanges très fructueux marqués par l'esprit d'écoute et d'ouverture des différentes parties, la délégation togolaise a par ailleurs invité les institutions partenaires à visiter le Togo pour mieux s'imprégner de la réalité.

En rappel, le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique qui a été conçu par le Congrès américain en janvier 2004 pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable des pays en développement. Cette aide est destinée aux pays en développement qui démontrent leur engagement pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté.